

Cloarec Vincent, *La France et la question de Syrie 1914-1918*

CNRS Éditions, Paris, 1998. 243 pages, bibliographie, index.

A priori, on est en droit de se demander ce qu'une étude traitant de la première guerre mondiale, au Proche-Orient, peut apporter comme éléments nouveaux. Les événements politiques et militaires qui se succèdent, les alliances et autres traités qui se signent de 1914 à 1918, et qui portent en germe le règlement de la « question d'Orient », sont connus et ont été abondamment traités dans de nombreux ouvrages.

Mais, et c'est certainement l'intérêt principal du livre de Vincent Cloarec, la précision de l'analyse des différentes politiques qui se développent au cours des quatre années de guerre, l'ampleur de la documentation d'archives françaises consultée, la qualité de certains chapitres qui sont autant de brillants points de synthèse sur des thèmes souvent difficiles à traiter, tout cela mérite d'être souligné.

Dans un effort louable et réussi de clarté, V. Cloarec dénoue les nœuds de ce qui demeure, dans l'histoire contemporaine de cette partie du monde arabe, un extraordinaire marché de dupe politico-diplomatique, fait de négociations secrètes et parallèles, d'accords et de traités contradictoires, mené principalement par l'Entente franco-britannique et ses alliés.

En premier lieu, c'est le sort de l'Empire ottoman qui s'y joue. Malgré les initiatives « révolutionnaires » de Constantinople prises en 1914, de l'appel à la guerre sainte à l'abolition unilatérale des Capitulations, qui sont autant de mesures dirigées directement contre les intérêts des deux puissances alliées dans la région, et qui conduisent inévitablement à la guerre, l'auteur montre bien que ni Londres, ni Paris ne souhaitent d'emblée la chute de l'Empire. C'est seulement à partir de 1916, et des négociations Sykes-Picot, que les alliés semblent se résigner à sa disparition. Et c'est précisément avec en toile de fond la question du maintien ou de la survie de l'Empire que la France va avancer son « pion syrien » sur l'échiquier proche-oriental afin d'y préserver ses positions.

Depuis le xixe siècle, la France s'est constituée en Méditerranée un espace sous domination, avec l'occupation de l'Afrique du Nord, mais également dans son bassin oriental où elle dispose à la fois d'un système d'influence, surtout économique et culturel, et de clientèles locales sous protection, les « colonies morales de la nation française », composées essentiellement de catholiques orientaux à l'image des Maronites du mont Liban, véritable fer de lance de la « France du Levant ». Ce capital financier et moral inestimable, déjà convoité par les autres puissances européennes avant 1914, est clairement menacé durant les années de guerre. Paris va ainsi vouloir transformer territorialement, par la voie diplomatique, tout cet acquis

de réseaux d'influence et de priviléges économiques. Et c'est au nom d'une légitimité clairement revendiquée de ses « droits historiques » dans la région que la France, dans un espace proche-oriental désormais en voie de recomposition, va réclamer un « lot syrien ». De fait, c'est bien l'émergence d'une « grande Syrie » sous domination française, dans le discours de certains milieux coloniaux influents, qui intéresse V. Cloarec et qui le mène à poser plusieurs questions essentielles. Pour quelle « Syrie » et pour quels « Syriens » le gouvernement français va-t-il mobiliser sa diplomatie ? C'est évidemment le problème des frontières d'une Syrie « intégrale », « historique » ou « naturelle », celui de la future organisation administrative de ces territoires, ou encore de la perception française d'une identité syrienne (agrégats de groupes confessionnels ou reconnaissance d'un peuple ?) qui se posent dès les premiers mois de la guerre et qui ne seront en partie réglés que bien après la fin des hostilités et l'installation des mandats internationaux. De même, parmi les décideurs français, qui sont les « syrianistes » les plus convaincus ? Que représentent-ils et quels sont leurs relais, en France et au Levant ? Autant de points sur lesquels l'auteur apporte de nombreux et précieux éclaircissements.

On peut regretter cependant certains choix faits par l'auteur. Ainsi, celui de l'exploitation des sources, exclusivement françaises, qui renvoie à une lecture franco-française de cette période d'autant plus surprenante pour un travail qui s'inscrit par son sujet dans l'histoire des relations internationales. Pourquoi avoir privilégié de la sorte les fonds d'archives français, que ce soit ceux des différents centres, bien connus, qui se trouvent à Paris, ou ceux de Nantes, heureusement ouverts au public depuis le début des années 90 ? L'utilisation d'autres sources, anglaises en particulier, aurait permis, par exemple, d'éclairer mieux encore les surenchères ou les repliements frileux d'une diplomatie française trop vite tentée de diaboliser les initiatives de son allié britannique. Une approche comparée et critique de sources nationales concurrentes aurait évidemment élargi et enrichi certaines perspectives.

De même, le choix du cadre historique de cette étude laisse perplexe. Les années 1914 et 1918, qui bornent la période de la guerre, ne représentent certainement pas des dates suffisamment significatives pour une analyse de la politique syrienne de la France. Le plan du livre de V. Cloarec révèle ce malaise.

– L'introduction, qui est en fait un véritable premier chapitre, long d'une quarantaine de pages et de six cartes, est le résumé de quelque 500 pages d'une thèse soutenue récemment par l'auteur sur la politique syrienne de la France avant 1914. Pourquoi avoir compressé en si peu de pages une approche aussi déterminante, pour la compréhension du sujet, que celle des origines économiques, politiques et culturelles de cette question syrienne telle qu'elle se présentait avant la guerre ? Le lecteur reste sur sa faim.

– Les quatre chapitres qui suivent et qui constituent le corps de l'ouvrage se succèdent sans surprise au gré des années de guerre, même si les deux premiers se recoupent en partie : août 1914 - juin 1915 ; septembre 1914 - décembre 1915 ; octobre 1915 - 1917 ; 1917-1918. Domage, comme le reconnaît d'ailleurs l'auteur en avant-propos, que l'année 1918 soit traitée si rapidement et que, surtout, (mais c'est à nouveau la question des dates limites qui se pose), ce qui se décide après 1918 ne soit qu'effleuré en une trop courte conclusion de quatre pages.

Il n'en reste pas moins, malgré les réserves faites, que le résultat demeure dans l'ensemble tout à fait convaincant. Vincent Cloarec fait preuve d'une bonne érudition du sujet traité. L'étudiant et le chercheur spécialisés disposent désormais d'un outil pratique qui fait le point sur une question complexe, à partir d'une exploitation fine de l'ensemble de la documentation française actuellement disponible.

Christian Velud

Institut français d'archéologie orientale – Le Caire